2017_CT2_597

OBJET : Habitat et politique de la ville - Gens du voyage - AVIS - Approbation du principe de la Gestion Déléguée du Service Public d'Animation et de Gestion des Aires d'Accueil et des Terrains de Grand Passage des Gens du Voyage - Lancement de la procédure de Délégation de Service Public - Approbation du Document-Programme

Le 7 décembre 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à l'espace Aixagone à Saint-Cannat, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 1^{er} décembre 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – AMEN Mireille – ARDHUIN Philippe – BALDO Edouard – BARRET Guy – BONTHOUX Odile – BORELLI Christian – BOUDON Jacques – BOUVET Jean-Pierre – BOULAN Michel – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CALAFAT Roxane – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CORNO Jean-François – DAGORNE Robert – de SAINTDO Philippe – FABRE-AUBRESPY Hervé – FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUEIX Roger – JOISSAINS Sophie – LAFON Henri – LENFANT Gaëlle – LHEN Hélène – MANCEL Joël – MARTIN Régis – MEÏ Roger – MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud – MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale – PAOLI Stéphane – PERRIN Jean-Marc – POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – ROLANDO Christian – SALOMON Monique – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – TALASSINOS Luc – TAULAN Francis – TERME Françoise

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALBERT Guy donne pouvoir à FREGEAC Olivier – ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à RENAUDIN Michel – AMAROUCHE Annie donne pouvoir à LAFON Henri – AMIEL Michel donne pouvoir à CALAFAT Roxane – AUGÉY Dominique donne pouvoir à SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – BACHI Abbassia donne pouvoir à JOISSAINS Sophie – BENKACI Moussa donne pouvoir à BOUDON Jacques – CHAZEAU Maurice donne pouvoir à BONTHOUX Odile – CRISTIANI Georges donne pouvoir à MARTIN Régis – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – DELAVET Christian donne pouvoir à CESARI Martine – DEVESA Brigitte donne pouvoir à BOUVET Jean-Pierre – DI CARO Sylvaine donne pouvoir à GALLESE Alexandre – FILIPPI Claude donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – MALAUZAT Irène donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MICHEL Marie-Claude donne pouvoir à MORBELLI Pascale – NERINI Nathalie donne pouvoir à MENFI Jeannot – PELLENC Roger donne pouvoir à DAGORNE Robert – PRIMO Yveline donne pouvoir à MEÏ Roger – ROUVIER Catherine donne pouvoir à BOYER Raoul – SERRUS Jean-Pierre donne pouvoir à CHARRIN Philippe – SLISSA Monique donne pouvoir à BUCCI Dominique – SUSINI Jules donne pouvoir à PAOLI Stéphane – TRAINAR Nadia donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à ROLANDO Christian

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : BURLE Christian – CANAL Jean-Louis – CIOT Jean-David – FERAUD Jean-Claude – GARELLA Jean-Brice – GERARD Jacky – GOURNES Jean-Pascal – JOUVE Mireille – LEGIER Michel – PEREZ Fabien – PIZOT Roger – PROVITINA-JABET Valérie – YDE Marcel

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Joël MANCEL donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20171207-2017_CT2_597- DE Date de télétransmission : 19/12/2017 Date de réception préfecture : 19/12/2017

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

**Habitat et politique de la ville
Gens du voyage**

■ Séance du 7 décembre 2017

04_3_01

■ **Approbation du principe de la Gestion Délégée du Service Public d'Animation et de Gestion des Aires d'Accueil et des Terrains de Grand Passage des Gens du Voyage - Lancement de la procédure de Délégation de Service Public - Approbation du Document-Programme**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville

■ Séance du 14 Décembre 2017

5615

■ Approbation du principe de la Gestion Déléguée du Service Public d'Animation et de Gestion des Aires d'Accueil et des Terrains de Grand Passage des Gens du Voyage - Lancement de la procédure de Délégation de Service Public - Approbation du Document-Programme

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) est titulaire de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage.

L'ensemble des aires d'accueil comprises sur le territoire de la Métropole est régi par le schéma départemental d'accueil des Gens du voyage des Bouches-du-Rhône du 10 janvier 2012 révisé et son avenant du 14 octobre 2016 établi par la préfecture et le département. Un premier schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage avait été adopté en mars 2002. Si, aujourd'hui, deux communes situées sur le territoire de la Métropole (Pertuis et Saint-Zacharie) relèvent respectivement du schéma département de Vaucluse et de celui du Var, le futur schéma départemental révisé des Bouches-du-Rhône pourrait les intégrer dans son périmètre.

Avant la création de la Métropole et à ce jour, les aires d'accueil comprises sur les différents territoires sont gérées de la façon suivante :

- Aire d'accueil Vallon des Vaux : marché négocié conclu entre la Commune d'Aubagne et la Varappe pour une durée de 5 ans à compter de 2015 ;
- Aire d'accueil de Saint Menet : délégation de service public conclue entre la Ville de Marseille et la société VAGO pour une durée de six ans et un mois à compter de 2013 et jusqu'en 2019 ;
- Aire d'accueil Les Molières : régie de la Commune de Miramas ;
- Aire d'accueil La Garenne : délégation de service public conclue entre le SIVU de Salon de Provence-Pélissane-Lançon de Provence pour l'accueil des Gens du Voyage et ALOTRA pour une durée de 5 ans à compter de 2014 et jusqu'en 2018 ;

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171207-2017_CT2_597-
DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

- Aire d'accueil Le Bargemont : gestion confiée à ALOTRA sur le territoire de la commune de Martigues pour une durée de 4 ans à compter de 2014 et expirant en 2017. Un avis de publicité vient d'être lancé par la commune pour la gestion et l'animation de cette aire de 2018 à 2021 ;

- Aires d'accueil Le Réaltor, La Malle, Rives Hautes : délégation de service public confiée par le Territoire du Pays d'Aix à ALOTRA pour une durée de 7 ans à compter de 2011 jusqu'en 2017 puis prolongée d'un an jusqu'au 31 décembre 2018.

Dans la mesure où la délégation de service public conclue entre le Territoire du Pays d'Aix (ex CPA) et ALOTRA arrive à expiration au 31 décembre 2018, une nouvelle convention doit être conclue. Par ailleurs, les autres contrats conclus par les différentes collectivités et EPCI ont également vocation à arriver à expiration dans les 4 années à venir.

De ce fait, il convient donc dès maintenant non seulement de s'interroger sur le renouvellement de la Délégation de Service Public afférente aux aires qui sont situées sur le Territoire du Pays d'Aix, mais également de prévoir la possibilité d'intégrer les différentes aires d'accueil existantes et à réaliser sur le périmètre métropolitain, au titre du schéma départemental dans le champ d'exécution du nouveau contrat.

1 – Caractéristiques des Aires d'Accueil existantes sur la Métropole

Secteurs concernés	Aire	Capacité	Date d'intégration envisagée
Aix en Provence	Le Réaltor	80 places	Intégration immédiate
Bouc-Bel-Air/ Simiane-collongue	La Malle	30 places	Intégration immédiate
Fuveau/ Meyreuil	Rives Hautes	23 places	Intégration immédiate
Aubagne / Auriol / La Bouilladisse / La Penne sur Huveaune / Peypin / Roquevaire	Vallon des Vaux	25 places	Intégration potentielle en 2021
Marseille / Allauch / Plan-de-Cuques	Saint Menet	48 places	Intégration potentielle en 2020
Martigues	Le Bargemont	14 places	Intégration potentielle en 2022
Miramas / Saint-Chamas	Les Molières	38 places	Intégration potentielle en 2019
Salon de Provence / Lançon-Provence / Pelissanne	La Garenne	50 places	Intégration potentielle en 2019

Le périmètre de la concession comprendra, lors de sa prise d'effet, la gestion, l'entretien et l'animation des aires « Le Réaltor », « La Malle » et « Rives Hautes », actuellement opérationnelles, qui ont une capacité totale cumulée de 133 places permanentes.

Dans la perspective de l'unification du mode de gestion de ce service public à terme, la Métropole pose comme principe que, sauf exception, les aires faisant actuellement l'objet de modes de gestion différents, ainsi que celles qui seront réalisées avant le terme de la convention, pourraient intégrer le périmètre de cette dernière.

A ce jour, les 5 autres aires déjà réalisées et susceptibles d'intégrer le périmètre de la concession lors de la levée des options y afférentes représentent une capacité cumulée totale de 175 places permanentes (Vallon des Vaux, Saint Menet, Le Bargemont, Les Molières et La Garenne).

S'agissant des 10 aires en cours de projet en phase pré-opérationnelle, elles représentent à ce jour, à titre indicatif, une capacité totale cumulée de 350 places permanentes.

Les deux terrains de grand passage non réalisés à ce jour et le terrain de grand passage situé à Istres sont eux aussi susceptibles d'intégrer le périmètre de la convention au cours de son exécution.

En tout état de cause, à terme, le périmètre de la concession pourra comprendre l'ensemble des aires d'accueil et terrains de grand passage décrits dans les Schémas départementaux d'accueil des gens du voyage dont relèvent les communes situées sur le territoire de la Métropole, tels que rédigés dans leur version actuelle ou dans leur version modifiée ou révisée pendant la durée de la concession.

Le futur Délégué sera chargé d'incorporer les aires, au fur et à mesure de la levée des options, dans le périmètre de la Concession, dans les conditions prévues par le Document Programme.

2 – Les modes de gestion envisageables

Les modes de gestion envisageables sont la Régie, le Marché Public et la Délégation de Service Public :

- La régie :

L'exploitation en régie est le mode de gestion par lequel la collectivité publique assure seule, à ses risques et périls, la gestion du service public. Elle prend directement en charge le financement des travaux, l'organisation et le fonctionnement du service. Ce mode d'exploitation suppose que la collectivité dispose des ressources et des compétences techniques pour organiser et gérer directement le service.

Dans le cas présent, la Métropole ne dispose pas des moyens pour exploiter ce service public sous ce mode de gestion, étant précisé qu'à date, la plupart des aires actuellement existantes sur le territoire de la Métropole sont gérées via des marchés publics ou des délégations de service public.

Ces motifs ont conduit la Métropole à ne pas retenir le mode de gestion en régie.

- Le marché public

Il est toujours possible d'envisager le choix d'un marché public « classique » de services, en vue d'assurer la gestion d'aires d'accueil des Gens du Voyage. Le mode de passation de ces marchés est prévu par l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession. Le recours à un tel cadre contractuel n'apparaît toutefois pas opportun, pour plusieurs motifs.

En premier lieu, le cadre du marché public apparaît quelque peu contraignant pour la gestion d'un équipement de cette nature, et entraînerait des rigidités de gestion entre la Métropole et le prestataire.

En second lieu, les prestations demandées au futur prestataire s'intègrent certes dans un cadre contrôlé par la Métropole, mais nécessitent une fluidité de gestion difficilement compatible avec les marchés publics par rapport à la délégation de service public.

Ce mode de gestion semble donc inadapté dans le cas présent, et doit donc être écarté.

- La délégation de service public

Les conventions de délégation de service public sont réglementées par les articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Leur régime juridique est aujourd'hui fixé par ces dispositions ainsi que par celles de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession.

La convention de délégation de service public se définit, aux termes de l'article L.1411-1 dudit Code, de la manière suivante :

« Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service.

Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages, de réaliser des travaux ou d'acquérir des biens nécessaires au service public ».

La gestion déléguée consiste donc à confier à un délégataire la gestion du service à ses risques et périls. Le délégataire est responsable de la continuité du service et de l'égalité des usagers. Ce mode de gestion permet une collaboration entre le prestataire et la collectivité. Cette collaboration peut même s'avérer indispensable pour assurer l'adaptation du service public.

Le pouvoir de contrôle de la collectivité sur la délégation constitue un droit et une obligation pour cette dernière. Il s'exerce au travers des dispositions contractuelles (remise de documents de gestion, accès de la collectivité aux informations,...) et légales (notamment obligation de remise d'un rapport annuel d'activités en vertu des dispositions de l'article R. 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,...).

La logique de service public étant omniprésente dans ce mode de gestion, la fixation des tarifs du service est encadrée par l'autorité publique afin de respecter le principe d'égalité entre les usagers.

Ce mode de gestion permet de confier l'exploitation du service à un tiers, expérimenté dans la matière déléguée.

Enfin, et dans le cadre de la liberté relative de gestion dont dispose le délégataire (obligation de respecter le contrat de délégation de service public, obligation de respecter les principes du service

public, contrôle de la collectivité délégante), celui-ci peut optimiser les coûts de gestion et développer une politique attractive de nature à inciter les usagers à utiliser ces équipements.

Par expérience, il est désormais avéré que le mode de Gestion Délégée de ce service, de par sa souplesse, constitue une solution adaptée et satisfaisante conformément aux dispositions de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 et ses décrets d'application. L'article 2 de ladite loi autorise d'ailleurs expressément le principe de la gestion déléguée pour cette catégorie d'équipements publics.

Ainsi la délégation de service public présente l'avantage de permettre à la collectivité gestionnaire de garder la maîtrise des évolutions du service tout en transférant au délégataire les risques techniques, juridiques et financiers de l'exploitation du service. Ce mode de gestion présente un équilibre entre les intérêts de la collectivité et des usagers et la délégation à une entreprise spécialisée à même de procéder à une gestion permettant une amélioration permanente de la qualité.

3 - Mode de gestion retenu dans le présent cas

Le contrat serait une convention « d'affermage », impliquant la gestion et l'entretien courant des installations par le Délégataire du service, à l'exclusion de tout premier investissement immobilier.

Par ailleurs, un risque financier sera bien supporté par le délégataire en raison de l'aléa lié au degré d'occupation incertain des différents sites dont il assurera la gestion, aléa confirmé notamment par une étude sur la sédentarisation des gens du voyage dans le département des Bouches-du-Rhône du 22 avril 2015, ainsi que par l'analyse des données d'exploitation à disposition de la Métropole sur les aires figurant dans le périmètre de la convention antérieurement conclue par la CPA et transférée à la Métropole le 1er janvier 2016.

C'est pourquoi, il est proposé d'adopter le principe de la Gestion Délégée des aires d'accueil des Gens du Voyage qui figurent dans le contrat de la CPA transféré à la Métropole le 1er janvier 2016, de prévoir la possibilité d'intégrer au périmètre d'exploitation du futur contrat les aires des autres Territoires déjà réalisées faisant actuellement l'objet d'un autre mode de gestion, une fois que celui-ci sera expiré ainsi que celles qui ont vocation à être réalisées au titre du ou des schémas départementaux applicables à la Métropole pendant la durée d'exécution de la future convention.

4 – Les principales caractéristiques de la DSP

4 – 1 – Contenu de la DSP

L'intégration des futures aires s'effectuera sur la base des principes suivants :

- Objectif d'unicité tarifaire de ce service public à terme ;
- Unicité de Règlement Intérieur ;
- Prise en compte, sur les tarifs du service rendu et sur le montant de la Contribution forfaitaire de la Métropole, des économies d'échelles qui pourraient être réalisées par le Délégataire du fait d'une gestion unifiée de plusieurs aires (mutualisation de moyens, de personnel, etc.).

Le Comité technique métropolitain sera saisi pour avis préalablement à la levée des options, c'est à dire préalablement à l'intégration de toute nouvelle aire dans le périmètre du contrat de délégation de service public.

4 -2 – La durée de la DSP

Une durée de 7 ans est proposée.

Au-delà d'une durée de 5 ans, la durée d'une DSP ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le délégataire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.

La notion d'investissement comprend notamment (hors cas de la concession de travaux) les dépenses liées à la logistique, au recrutement et à la formation du personnel. La doctrine retient que l'adverbe notamment permet également d'y inclure par exemple les investissements matériels (locaux, outils, véhicules, fichiers, etc...). Il s'agit aussi bien des investissements initiaux que des investissements prévus en cours d'exécution du contrat. La durée de la DSP doit donc être calculée de manière à permettre au délégataire d'équilibrer ses charges et de réaliser un bénéfice raisonnable.

La durée du contrat doit également tenir compte du risque opérationnel supporté par le concessionnaire et des tarifs payés par les usagers.

A titre d'exemple sur d'autres aires d'accueil, on constate que la durée de DSP varie de 3 à 5 ans pour la gestion d'une à trois aires d'accueil.

Or, le périmètre de la DSP faisant l'objet de la présente délibération de principe comprendra a minima trois aires d'accueil et, au vu de l'état des projets en cours et de la durée des contrats portant sur les aires réalisées hors du territoire du Pays d'Aix, en comprendra vraisemblablement à titre prévisionnel une dizaine d'ici le terme de la future DSP, dans un délai inférieur à 5 ans pour la plupart. Pour rappel, si l'ensemble des aires répondant aux obligations prescrites par les schémas départementaux sont réalisées, le périmètre de la DSP pourra s'étendre jusqu'à la gestion de 27 aires d'accueil auxquelles pourraient s'ajouter 3 terrains de grand passage.

Par ailleurs, l'extension progressive du périmètre de la DSP impliquera d'importants investissements pour le délégataire en matière de recrutement et de formation du personnel afin de se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives au personnel affecté à chacune des aires, ainsi qu'en matière d'achat de véhicules, locaux, matériel et outils logistiques nécessaires à l'exécution de ses prestations.

La durée d'amortissement de ces investissements est en outre affectée par le risque financier supporté par le délégataire, lié au degré d'occupation fluctuant et incertain des aires.

Enfin, une durée de 7 ans apparaît être une durée qui permettrait de répondre à l'objectif d'unification des modes de gestion des aires d'accueil sur le territoire de la Métropole.

4 – 3 – Les missions confiées au Délégataire

Ainsi qu'il est décrit dans le Document-Programme annexé au présent rapport, les missions principales qui seront confiées au Délégataire qu'il pourrait néanmoins subdéléguer en partie, pour une durée fixée à 7 ans, seront les suivantes :

- Gestion et organisation des aires d'accueil métropolitaines et des terrains de grand passage.
- Animations et actions socio-éducatives idoines des aires d'accueil.

4 – 4 – Le régime des Biens et redevance

La Métropole Aix-Marseille-Provence met à la disposition du Délégué les aires d'accueil, ainsi que les aménagements et équipements afférents. A cet égard, la convention de Délégation de Service Public vaudra titre d'occupation au sens de l'article L.2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Le Délégué aura à charge de fournir le matériel de bureautique, ainsi que les téléphones, photocopieurs, fax...

Le Délégué aura également à charge de fournir le matériel d'entretien nécessaire aux obligations qui lui incombent dans le cadre du contrat.

Le Délégué devra verser à la Métropole Aix-Marseille-Provence une redevance d'occupation du domaine public, calculée, d'une part, sur la part fixe correspondant à la valeur locative des terrains mis à disposition, et d'autre part sur la part variable à négocier avec les soumissionnaires, correspondant à un pourcentage du chiffre d'exploitation du Délégué. La redevance d'occupation sera calculée conformément à l'article L.2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques aux termes de laquelle celle-ci tient compte des avantages de toute nature procurés au délégué.

4 – 5 – Les conditions financières

Le Délégué exploitera le service public à ses risques et périls, et sera rémunéré par les résultats financiers de son exploitation.

Il supportera les dépenses liées à la gestion et à l'entretien de l'aire, notamment les dépenses suivantes : nettoyage et entretien courant, fluides, téléphone, salaires...

Le Délégué sera rémunéré par les résultats financiers de l'exploitation et percevra les aides afférentes à ce type de service. Elles se composent principalement :

- D'une subvention de fonctionnement versée par l'Etat sous forme d'Allocation pour Logement Temporaire (ALT) dans le cadre d'une convention pour l'Aide à la Gestion des Aires d'Accueil (AGAA) ;
- D'une subvention de fonctionnement au titre des actions d'animations et socio-éducatives versée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) sous réserve de l'obtention de l'agrément « Centre Social » par les organismes compétents ;
- D'une subvention versée par le Conseil Départemental au titre du fonctionnement, dans le cadre de projets spécifiques.

Par ailleurs, compte-tenu des sujétions particulières de service public, le Délégué percevra également une contribution financière forfaitaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cependant, afin de maîtriser la dépense publique et de ne pas ôter à la convention de Délégation de Service Public le risque financier qui la caractérise, cette contribution financière forfaitaire annuelle sera calculée et plafonnée contractuellement.

Au regard de ce montant plafonné, le Délégué devra donc s'engager, pour toute la durée du contrat sur des Recettes et des Dépenses, la Métropole s'engageant sur le montant de la Contribution financière forfaitaire annuelle. Ainsi qu'indiqué supra, le montant de cette Contribution forfaitaire pourra être révisé en cas d'augmentation de la marge bénéficiaire du Délégué résultant de la réalisation d'économies d'échelles générées par la gestion de plusieurs aires.

Conformément au Document-Programme annexé à la présente délibération, dans l'hypothèse où les recettes réelles perçues par le Délégué seraient supérieures à celles prévues au contrat, un

mécanisme de partage des suppléments de recettes entre le Délégitaire et la Métropole serait alors mis en œuvre.

5 – Les modalités de la procédure

Le montant global de la DSP n'est pas déterminable à ce jour mais dépassera vraisemblablement le seuil européen de 5 225 000 € HT sur la durée totale du contrat compte-tenu de l'intégration d'autres équipements. La procédure d'attribution applicable à la DSP est donc la procédure d'attribution ordinaire.

La procédure de Délégation de Service Public suppose l'accomplissement des étapes suivantes, étant précisé que le Comité Technique et la Commission Consultative des Services Publics Locaux, consultés, ont émis un avis favorable respectivement les 30 novembre et 29 novembre 2017.

- Il convient d'abord de publier au Journal Officiel de l'Union Européenne, ainsi que dans une publication spécialisée, un Avis de concession conforme au modèle fixé par le règlement d'exécution 2015/1986 de la Commission du 11 novembre 2015 comportant notamment une description de la concession et des conditions de participation à la procédure de passation.
- Il appartient ensuite à la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre. Cette liste s'établit après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ;
- Le Dossier de consultation sera ensuite adressé aux candidats retenus. Les critères de sélection des offres et leur description sont indiqués dans l'avis de concession, dans l'invitation à présenter une offre ou dans tout autre document de la consultation ;
- L'ouverture des offres est effectuée par la Commission de Délégation de Service Public, laquelle rendra un avis sur les offres analysées ;
- Au vu de cet avis, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant élimine les offres inappropriées ou qui ne respectent pas les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation et engage librement les négociations avec le ou les candidats de son choix ;
- A l'issue de ces négociations, le Conseil métropolitain est saisi du choix du candidat pressenti et des termes définitifs du contrat. Le Président de la Métropole lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat. Le Conseil métropolitain se prononce ainsi sur le choix du Délégitaire et sur le contrat de Délégation de Service Public.
- La Métropole notifie à tous les autres candidats et soumissionnaires le rejet de leur candidature ou de leur offre. Cette notification précise les motifs de ce rejet et, pour les soumissionnaires, le nom du ou des attributaires ainsi que les motifs qui ont conduit au choix de l'offre. Un délai d'au moins seize jours est respecté entre la date d'envoi de la notification et la date de conclusion du contrat de concession. Ce délai est réduit à au moins onze jours en cas de transmission électronique de cette notification à l'ensemble des candidats et

soumissionnaires intéressés. La notification de l'attribution du contrat de concession comporte l'indication de la durée du délai de suspension.

- A l'issue du délai de suspension, la Métropole conclut le contrat de concession avec son attributaire.
- La Métropole publie un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016 ;
- L'avis du Comité Technique en date du 30 novembre 2017 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 29 novembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de programmer une gestion globale de ces Équipements Publics à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de la Gestion Déléguée du Service Public d'animation et de gestion des Aires d'Accueil Métropolitaines des Gens du Voyage et des terrains de grand passage conformément aux principes figurant dans le Document-Programme annexé au présent Rapport.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer la procédure de consultation inhérente à la Délégation de Service Public visant à sélectionner le futur Délégué, Gestionnaire des Aires Métropolitaines et des Terrains de grand passage, lequel devra exploiter le service conformément aux principes retenus dans le Document-Programme annexé à la présente délibération, la procédure de consultation devant être conduite conformément aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

Est approuvé le contenu du Document-Programme de la consultation, ci annexé.

Pour enrôlement,
La Vice-Présidente Déléguée
Habitat, Logement et Politique de la Ville

Arlette FRUCTUS

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR L'ANIMATION, L'ENTRETIEN ET LA GESTION
DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ET
DES TERRAINS DE GRANDS PASSAGES
DEPENDANT DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

DOCUMENT PROGRAMME

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171207-2017_CT2_597-
DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

SOMMAIRE

<u>1. Préambule</u>	3
<u>2. Objet du présent Document Programme</u>	5
<u>3. Description des équipements inclus dans la compétence déléguée</u>	6
<u>3.1 Capacité et localisation des aires d'accueil existantes et en projet</u>	6
<u>3.2 Capacité et localisation des autres aires à réaliser conformément au Schéma Départemental</u>	6
<u>3.3 Capacité et localisation du terrain de grand passage existant</u>	7
<u>3.4 Prise en compte de données environnementales et relatives à la qualité pour les futures aires d'accueil</u>	7
<u>4. Intégration des aires achevées</u>	7
<u>5. Objet de la convention</u>	8
<u>5.1 Au titre de la gestion et de l'organisation</u>	8
<u>5.2 Au titre de l'animation et des actions socio-éducatives</u>	8
<u>5.3 Moyens à mettre en œuvre</u>	9
<u>5.3.1 Qualité de service et horaires</u>	9
<u>5.3.2 Moyens humains</u>	9
<u>5.3.3 Reprise du personnel de l'ancien gestionnaire</u>	10
<u>6. Durée</u>	10
<u>7. Régime financier</u>	10
<u>8. Principes généraux du contrat</u>	11
<u>9. Régime des biens et redevance</u>	12
<u>10. Fin du contrat</u>	12

1. Préambule

L'ensemble des aires d'accueil comprises sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est régi par le Schéma départemental d'accueil des Gens du voyage des Bouches-du-Rhône du 10 janvier 2012 révisé et son avenant du 14 octobre 2016 établi par la préfecture et le Conseil Départemental. Un premier schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage avait été adopté en mars 2002. Si, aujourd'hui, deux communes situées sur le territoire de la Métropole (Pertuis et Saint-Zacharie) relèvent respectivement du Schéma départemental du Vaucluse et de celui du Var, le futur schéma départemental révisé des Bouches-du-Rhône pourrait les intégrer dans son périmètre.

Pour mémoire, les schémas actuellement en vigueur prescrivent cumulativement la création de 878 à 898 places permanentes réparties sur 28 aires d'accueil ainsi que 3 terrains de grand passage pour les 57 communes concernées par des obligations en matière d'accueil des gens du voyage et situées sur le territoire de la Métropole.

A ce jour, seules les aires suivantes sont réalisées et seront immédiatement intégrées dans le périmètre de la Concession :

Secteurs concernés	Aire	Capacité	Observations
Aix en Provence	Le Réaltor	80 places	En DSP jusqu'en 2018 / Remplace l'ancienne aire Le Réaltor qui avait une capacité de 40 places
Bouc-Bel-Air/ Simiane-collongue	La Malle	30 places	En DSP jusqu'en 2018 / Implantée sur le territoire de Bouc-Bel-Air
Fuveau/ Meyreuil	Rives Hautes	23 places	En DSP jusqu'en 2018 / Implantée sur le territoire de Fuveau

Les aires suivantes sont, quant à elles, actuellement gérées selon des modes de gestion différents et seront susceptibles d'intégrer le périmètre de la Concession au terme du marché ou de la délégation dont elles font l'objet ou lors de l'abandon de leur gestion en régie :

Secteurs concernés	Aire	Capacité	Mode de gestion
Aubagne / Auriol / La Bouilladisse / La Penne sur Huveaune / Peypin / Roquevaire	Vallon des Vaux	25 places	Actuellement en marché négocié jusqu'en 2020 / Implantée sur le territoire d'Aubagne
Marseille / Allauch / Plan-de-Cuques	Saint Menet	48 places	Actuellement en DSP jusqu'en 2019 / Implantée sur le territoire de Marseille
Martigues	Le Bargemont	14 places	Actuellement géré par ALOTRA / La ville de Martigues a lancé un avis de publicité pour la gestion et l'animation de cette aire en septembre 2017 pour 2018-2021
Miramas / Saint-Chamas	Les Molières	38 places	Avis de publicité pour des travaux d'extension et d'aménagement de l'aire en juillet 2017 / Actuellement en régie municipale / Implantée sur le territoire de Miramas

Document programme

Salon de Provence / Lançon-Provence / Pelissanne	La Garenne	50 places	Actuellement en DSP jusqu'en 2018 / Implantée sur le territoire de Salon-de-Provence
--	------------	-----------	---

Enfin, les aires suivantes sont en cours de projet et leur date prévisionnelle d'achèvement n'est pas connue. Elles seront également susceptibles d'intégrer le périmètre de la concession au fur et à mesure de leur achèvement, au même titre que l'ensemble des aires répondant aux obligations prescrites par le Schéma départemental, mais non encore réalisées, incombant à la Métropole :

Secteurs concernés	Capacité	Maîtrise du foncier	Avis favorables de l'Etat	Etat d'avancement du projet de l'aire
Berre-l'Etang / La-Fare-les-Oliviers / Rognac	20 places	n/c	n/c	Opération avancée : réponse à la demande d'examen au cas par cas en décembre 2016 / Implantation envisagée sur le territoire de Berre-l'Etang
Cabriès / Vitrolles	40 places	Non	Sans objet	Projet initié en 2013 puis suspendu
La Ciotat / Cassis / Roquefort la Bedoule / Carnoux en Provence	50 places	n/c	2012	Projet initié en 2012 devant être implanté sur le territoire de La Ciotat
Gardanne	30 places	Oui	2015	Opération avancée : Avis marché MOE lancé en avril 2017 et réponse à demande d'examen au cas par cas en août 2017
Carry-le-Rouet / Ensûès la Redonne / Sausset les Pins / Châteauneuf lès Martigues / Gignac la Nerthe	45 places	Oui	n/c	Opération avancée : Réponse à la demande d'examen au cas par cas en novembre 2016 / Devrait être implantée conjointement sur les territoires de Gignac la Nerthe et de Chateauneuf les Martigues
Lambesc / La Roque d'Anthéron / Saint-Cannat	30 places	En cours	2016	En phase d'études préalables / Devrait être implantée sur le territoire de Lambesc
Les Pennes Mirabeau / Septèmes les Vallons	30 places	En cours	2003	DUP en cours Réponse à la demande d'examen au cas par cas en août 2017 Implantation envisagée sur Les Pennes Mirabeau
Marignane / Saint-Victoret	50 places	n/c	n/c	Projet à l'étude en 2012 / Devait être située sur le territoire de Marignane
Pertuis	30 places	Non	Sans objet	Projet arrêté, en vue d'intégrer le Schéma départemental des Bouches-du-Rhône
Trets	25 places	Non	En cours	Projet en pré-étude

Ainsi, le périmètre de la concession comprendra, lors de sa prise d'effet, la gestion, l'entretien et l'animation des aires « Le Réaltor », « La Malle » et « Rives Hautes », actuellement opérationnelles, qui ont une capacité totale de 133 places permanentes.

Dans la perspective de l'unification du mode de gestion de ce service public à terme, la Métropole pose comme principe que, sauf exception, les aires faisant actuellement l'objet de modes de gestion différents, ainsi que celles qui seront réalisées avant le terme de la convention, pourraient intégrer le périmètre de cette dernière.

A ce jour, les 5 autres aires déjà réalisées et susceptibles d'intégrer le périmètre de la concession lors de la levée des options y afférentes représentent une capacité totale de 175 places permanentes.

Quant aux 10 aires en cours de projet en phase pré-opérationnelle, elles représentent à ce jour, à titre indicatif, une capacité totale de 350 places permanentes.

Les 2 terrains de grand passage non réalisés à ce jour et le terrain de grand passage situé à Istres sont eux aussi susceptibles d'intégrer le périmètre de la convention au cours de son exécution.

En tout état de cause, à terme, le périmètre de la concession pourra comprendre l'ensemble des aires d'accueil et terrains de grand passage décrits dans les Schémas départementaux d'accueil des gens du voyage dont relèvent les communes situées sur le territoire de la Métropole, tels que rédigés dans leur version actuelle ou dans leur version modifiée ou révisée pendant la durée de la concession.

Le futur Délégué sera chargé d'incorporer les aires, au fur et à mesure de la levée des options, dans le périmètre de la Concession, dans les conditions prévues par le présent Document Programme.

Le cadre juridique de l'affermage concessif est particulièrement adapté du fait que le Délégué assure l'exploitation des aires à ses risques et périls, et que ces équipements publics sont soit déjà réalisés et aménagés par la collectivité, soit ont vocation à l'être à bref délai ou à moyen terme.

L'attribution de la Délégation de Service Public, avec la possibilité de subdéléguer, relève de la procédure telle qu'elle est prévue par l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016, ainsi que par les articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, propres aux délégations de service public.

2. Objet du présent Document Programme

L'objet du présent document, établi en application de l'article L.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, est de fixer les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire ainsi que les modalités de lancement de la procédure de Délégation de Service Public, applicable en l'espèce.

Chaque candidat admis à présenter une offre sera destinataire d'un Dossier de Consultation comprenant tout document jugé utile par la Métropole pour lui permettre de formuler une offre.

3. Description des équipements inclus dans la compétence déléguée

3.1 Capacité et localisation des aires d'accueil existantes et en projet

Localisation des aires	Capacité des aires réalisées et intégrées au périmètre de la concession	Capacité des aires réalisées et susceptibles d'être intégrées au périmètre de la concession	Capacité des aires en projet et susceptibles d'être intégrées au périmètre de la concession
Aix-en-Provence	80		
Bouc Bel Air	30		
Fuveau	23		
Martigues		14	
Aubagne		25	
Marseille		48	
Miramas		38	
Salon-de-Provence		50	
Berre l'Etang			20
Cabriès			40
La Ciotat			50
Gardanne			30
Gignac/Chateauneuf les Martigues			45
Lambesc			30
Les Pennes Mirabeau			30
Marignane			50
Pertuis			30
Trets			25
TOTAL	133	175	350

3.2 Capacité et localisation des autres aires à réaliser conformément au Schéma Départemental

Secteurs concernés	Capacité obligatoire minimum	Capacité obligatoire maximum
Aubagne/ Auriol/La Bouilladisse/La Penne sur Huveaune/Peypin/Roquevaire	20	25
Eguilles	20	20
Eyguières / Mallemort / Sénas	21	21
Fos-sur-Mer / Port-Saint-Louis-du-Rhône	20	25
Gémenos	20	25
Le Puy Sainte-Réparate / Venelles	25	25
Marseille / Allauch / Plan-de-Cuques	40	40
Port-de-Bouc	20	20
Saint-Mitre les Remparts	10	15
Velaux	15	15
Saint Chamas (extension de l'aire de Miramas)	9	9
TOTAL	220	240

3.3 Capacité et localisation du terrain de grand passage existant

Le terrain de grand passage est situé à Istres, à la limite Sud-Ouest de la commune, à proximité de la RN 569 et desservie par l'ancienne route de Fos.

Le site peut recevoir entre 110 et 120 caravanes.

3.4 Prise en compte de données environnementales et relatives à la qualité pour les futures aires d'accueil

Caractéristiques :

- Mise en œuvre des mesures qualitatives et environnementales de la Charte Qualité, notamment :
 - Installation d'équipements robustes et de qualité, systèmes de télégestion et de prépaiement, individualisation des sanitaires, surface minimum de 120 m² par place, recours aux énergies renouvelables, prise en compte de la performance énergétique, recherche architecturale (bâtiment administratif et blocs sanitaires en maçonnerie en préférence au préfabriqué), aménagement et équipements des lieux de vie en compatibilité avec les attentes des utilisateurs, optimisation de l'intégration spatiale des aires, etc. .
- Mise en œuvre de mesures relatives à la sécurité/qualité des aires :
 - Etudes complémentaires de mise en sécurité, d'inondabilité, d'impact des nuisances de proximité, de protections particulières des sites, de recherches d'accès sécurisés et validés par les gestionnaires des voiries, installation de stations de potabilité, de systèmes d'assainissement autonome ou de raccordements aux réseaux s'ils existent, etc.

4. Intégration des aires achevées

Le Délégué pourra, dès achèvement de chaque nouvelle aire ou dès la levée d'option portant sur une aire existante, les intégrer dans le périmètre de la convention de Délégation de Service Public afin de les gérer conformément aux missions décrites dans le présent Document Programme. Il pourra subdéléguer, en tout ou partie, la gestion des nouvelles aires.

Le Délégué sera prévenu de la décision de lever une des options prévues au présent Document Programme dans un préavis maximum de deux mois. Il devra, à cet effet, prendre toutes dispositions pour assurer leur intégration et leur gestion dans les plus brefs délais, lesquels ne pourront en tout état de cause pas excéder 1 semaine à compter de la levée d'option.

Il est d'ores et déjà précisé que, compte tenu du principe d'égalité face au service public, les aires dont le Délégué assurera la gestion et l'animation :

- Feront l'objet des missions de Service Public décrites dans le présent Document Programme.
- Feront l'objet d'une même tarification.

Compte tenu des difficultés d'ouvrir une aire en fin de convention, dans la mesure du possible, il ne sera pas demandé au Délégué de prendre en charge une aire nouvellement achevée dans le dernier semestre d'exécution de la convention.

5. Objet de la convention

Le contrat d'affermage aura pour objet la gestion et l'organisation des aires d'accueil et éventuellement des terrains de grand passage des Gens du voyage (5.1), ainsi que la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des aires d'accueil (5.2), dans le cadre des missions suivantes :

5.1 Au titre de la gestion et de l'organisation

Le Délégué s'engage à utiliser les locaux et installations mis à sa disposition pour le stationnement et les activités des usagers des aires d'accueil et des terrains de grand passage.

Au titre de la gestion et de l'organisation des aires d'accueil, le Délégué sera notamment chargé :

De l'accueil des familles, des véhicules, et de leur installation ;

- De la perception des droits afférents ;
- D'établir un contact personnel avec les familles ;
- De la gestion quotidienne de l'aire, en termes d'entretien et de sécurité.
- Du respect du ou des Règlements Intérieurs ;
- D'assurer divers autres services aux usagers (accès aux téléphones, photocopies,...) ;
- Etc...

Le Délégué sera chargé de l'entretien et de la maintenance en parfait état des équipements mis à sa disposition.

Aucune transformation des équipements ne pourra intervenir sans l'accord préalable de la Métropole.

En outre, le Délégué devra informer sans délai la Métropole de tout incident qui pourrait survenir sur l'aire d'accueil ou le terrain de grand passage.

5.2 Au titre de l'animation et des actions socio-éducatives

En ce qui concerne l'animation et les actions socio-éducatives, le Délégué devra notamment orienter ses activités dans les domaines suivants :

- Animation générale : relations avec les Gens du Voyage, les services sociaux, administratifs et médico-sociaux ;
- Adolescents : Animation et encadrement dans le double but de prévenir la délinquance et d'amorcer leur promotion sociale et professionnelle ;
- Service médico-social : Dépistage, vaccinations, consultations pré et post-natales, avec le concours des organismes sociaux compétents, éventuellement planning familial ;
- Permanences techniques : En relation avec les services sociaux et administratifs généraux concernés par les Gens du Voyage ;
- Scolarisation des enfants : Appui et suivi des enfants et familles, ainsi que des relations avec les services de l'Académie des écoles ;
- Alphabétisation des jeunes et des adultes : Stages d'insertion sociale et professionnelle ;
- Rôle de liaison entre les familles et l'école maternelle afin de favoriser la pré-scolarisation ;
- Insertion des gens du voyage par l'économie.
- Etc...

Les actions d'animation et les actions socio-éducatives, qui seront contractualisées sous forme la forme d'un programme d'actions, feront l'objet de clauses particulières de pénalités en cas de non-respect de mise en œuvre des programmes.

5.3 Moyens à mettre en œuvre

5.3.1 Qualité de service et horaires

Le Délégué veillera plus particulièrement au respect des points suivants :

- Bonne qualité de l'accueil des usagers ;
- Affichage du Règlement Intérieur ;
- Respect du Règlement Intérieur ;
- Respect des jours et horaires d'ouverture qui demeurent à définir afin de s'adapter au mieux aux attentes des usagers. A titre prévisionnel, il est envisagé une plage horaire de 7h30 h à 20h00 du lundi au vendredi et/ou samedi matin ;
- Bonne exécution des obligations indiquées dans les documents contractuels.

5.3.2 Moyens humains

Au titre de l'ensemble des activités, le Délégué devra au minimum prévoir, pour chaque aire, les profils de postes suivants :

- Agent gestionnaire locatif.
- Agent entretien maintenance.
- Agent travailleur social.
- Agent d'animation.

Ces postes feront l'objet d'une mutualisation par le Délégué dès l'intégration de nouvelles aires. En tout état de cause, chaque aire devra comporter au minimum à temps plein :

- Un agent Gestionnaire locatif
- Un agent d'entretien et de maintenance.

Le Délégué précisera sous forme d'annexes contractuelles l'organisation et les modalités de fonctionnement de son personnel à cet égard.

La présence du nombre d'agents requis sur le site fera l'objet :

- D'un engagement du Délégué sur le maintien qualitatif et quantitatif du personnel sur les sites pendant toute la durée de la Concession. A cet effet, le délégué devra communiquer dans son offre les hypothèses de mutualisation du personnel entre les différentes aires ;
- D'un engagement du délégué sur le maintien du cadre social offert à son personnel ;
- De pénalités en cas de non-respect de ces obligations.

Par ailleurs, il sera sollicité du Délégué un plan de formation de son personnel, qui sera contractualisé sous forme d'annexe à la convention.

5.3.3 Reprise du personnel de l'ancien gestionnaire

Le Délégué devra reprendre, en application de l'article L.1224-1 du Code du Travail, les personnels des anciens gestionnaires affectés aux aires d'accueil de la Métropole déjà opérationnelles.

6. Durée

Le contrat d'affermage aura une durée 7 ans, sans que l'intégration de nouvelles aires soit susceptible d'avoir une incidence sur la durée de la Délégation de Service Public.

7. Régime financier

Le Délégué exploitera le service public à ses risques et périls, et sera rémunéré par les résultats financiers de son exploitation.

Il supportera les dépenses liées à la gestion et à l'entretien de l'aire, notamment les dépenses suivantes : nettoyage et entretien courant, fluides, téléphone, salaires...

Il conservera les sommes perçues auprès des usagers (tarifs du service et remboursements à l'euro des sommes résultant de consommations de fluides par le délégataire ou à d'autres postes de dépenses (téléphone, photocopies, timbres,...)), les tarifs étant fixés annuellement par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Délégué.

Le Délégué percevra également directement les subventions afférentes à ce type de service. Elles se composent principalement :

- D'une subvention de fonctionnement versée par l'Etat sous forme d'Allocation pour Logement Temporaire (ALT) dans le cadre d'une convention pour l'Aide à la Gestion des Aires d'Accueil (AGAA).
- D'une subvention de fonctionnement au titre des actions d'animations et socio-éducatives versée par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), sous réserve de l'obtention de l'agrément « Centre Social » par les organismes compétents.
- D'une subvention versée par le Conseil Départemental au titre du fonctionnement, dans le cadre de projets spécifiques.

De plus, compte-tenu des sujétions particulières de service public et afin d'éviter une hausse significative des tarifs actuels de stationnement en aires d'accueil, le Délégué percevra en outre une contribution financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette contribution forfaitaire sera plafonnée annuellement, pour chaque aire, à une somme nette.

Le montant de la contribution financière forfaitaire actualisée à verser pour l'année n (Cf_n), par la Métropole au Délégué, correspond à la différence entre les dépenses forfaitaires, actualisées et ajustées, pour l'année n (Df_n), et les recettes forfaitaires actualisées et ajustées pour l'année n (Rf_n).

Au vu des résultats de l'exploitation, la Métropole émettra annuellement un titre de recettes du montant des sommes auxquelles elle peut prétendre en application de la présente stipulation.

Pour le cas où les recettes tirées des usagers (redevances perçues par le Délégué) seraient supérieures aux recettes prévisionnelles tirées des usagers, l'écart fera l'objet d'un partage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Délégué, dans des proportions à négocier.

Il est entendu que les sommes ci-dessus constituent des montants nets.

Pour ce qui concerne le cadre financier applicable à la première aire qui sera intégrée en cours d'exécution de la convention, celui-ci sera élaboré sur la base du cadre financier applicable aux aires intégrées dès le commencement de la Concession, tant en ce qui concerne les éléments Cfn, Dfn et Rfn.

A ce cadre sera appliquée une formule contractuelle permettant de prendre en compte :

- la capacité des aires intégrées à la convention par rapport à celles figurant dans le périmètre d'exploitation dès le début de la Concession, par référence aux nombres de places ;
- un coefficient de minoration permettant de prendre en compte les éventuelles économies d'échelles qui pourraient être réalisées par le délégué.

L'impact financier éventuel résultant de la réalisation d'économies d'échelles sera également répercuté sur le cadre financier des aires intégrées dès le début de la Concession.

Pour ce qui concerne les autres aires qui pourraient être intégrées en cours d'exécution de la convention, la même méthode sera retenue, le cadre financier de référence étant dès lors non plus les seules aires intégrées dès le début de la Concession, mais celui des aires ayant fait l'objet d'une levée d'option.

8. Principes généraux du contrat

Le Délégué devra assurer en totalité les prestations nécessaires au bon fonctionnement des aires d'accueil. Il devra assurer aux usagers un service efficace et de qualité.

Il devra exploiter le service en professionnel compétent.

Le Délégué fera son affaire du fonctionnement et de la gestion en réseau des aires d'accueil, en liaison avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, et les différents partenaires institutionnels concernés : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, Caisse d'Allocations Familiales, Département...

A ce titre, le Délégué devra mettre en œuvre toutes les démarches nécessaires, auprès des organismes susvisés, en vue de l'obtention des agréments et la perception des subventions prévues par les textes en vigueur, notamment les subventions de fonctionnement de l'équipement ainsi que les subventions afférentes aux actions socio-éducatives.

Le Délégué disposera, sous réserve du strict respect du contrat, d'une liberté totale pour l'organisation de son exploitation, dans le cadre des droits de contrôle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et des prescriptions que la Métropole Aix-Marseille-Provence pourrait à tout moment imposer en considération de la préservation de l'intérêt public et des principes de continuité du service, d'égalité des usagers et de mutabilité.

Le Délégué s'engagera à assurer la continuité du service et assurer le fonctionnement régulier et continu du service affermé, ainsi que l'égalité des usagers devant le Service Public.

Le Délégué s'engagera à assurer la sécurité des usagers et sera seul responsable de toute contravention ou autre action qui pourrait être constatées par quelque autorité que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confié. D'une manière générale, il fera son affaire de l'ensemble des risques et litiges directement ou indirectement liés à l'exploitation et toutes conséquences.

L'exploitation de l'aire d'accueil devra se faire dans le respect des dispositions législatives et réglementaires inhérentes à ce type d'activité.

Le Délégué aura, en permanence la responsabilité de la sécurité et de la surveillance des usagers et des tiers. Il fera son affaire de tout litige ou contestation survenant et dont l'origine serait liée à l'exploitation. Il souscrira en conséquence des contrats d'assurance comportant les garanties adaptées.

Le Délégué devra recruter, former et gérer le personnel nécessaire à l'exécution des missions qui lui sont confiées. Ce personnel demeurera placé sous son autorité et agira sous sa seule responsabilité.

Conformément à la législation en vigueur, le Délégué devra fournir notamment chaque année un compte rendu technique et financier de son activité. A cet égard, la convention comprendra une clause relative aux obligations précises du délégué conformément aux dispositions des articles L.1411-3 et R.1411-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi qu'une clause imposant au Délégué, sous peine de pénalités, de produire à la date requise les chiffres définitifs de l'exercice considéré.

9. Régime des biens et redevance

La Métropole Aix-Marseille-Provence met à la disposition du Délégué les aires d'accueil, ainsi que les aménagements et équipements afférents. A cet égard, la convention de Délégation de Service Public vaudra titre d'occupation au sens de l'article L.2125-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Le Délégué aura à charge de fournir le matériel de bureautique, ainsi que les téléphones, photocopieurs, fax...

Le Délégué aura également à charge de fournir le matériel d'entretien nécessaire aux obligations qui lui incombent dans le cadre du contrat.

Le Délégué devra verser à la Métropole Aix-Marseille-Provence une redevance d'occupation du domaine public, calculée, d'une part, sur la part fixe correspondant à la valeur locative des terrains mis à disposition, et d'autre part sur la part variable à négocier correspondant à un pourcentage du chiffre d'exploitation du Délégué.

10. Fin du contrat

A la fin du contrat le Délégué sera tenu de remettre gratuitement à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en parfait état d'entretien et de fonctionnement, les équipements mis à disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence aura la faculté de reprendre contre indemnité, les équipements, appareillages et mobiliers nécessaires à l'exploitation, financés en tout ou partie par le fermier et ne faisant pas partie intégrante de l'affermage.

OBJET : Habitat et politique de la ville - Gens du voyage - AVIS - Approbation du principe de la Gestion Déléguée du Service Public d'Animation et de Gestion des Aires d'Accueil et des Terrains de Grand Passage des Gens du Voyage - Lancement de la procédure de Délégation de Service Public - Approbation du Document-Programme

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **12 DEC. 2017**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20171207-2017_CT2_597-
DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017